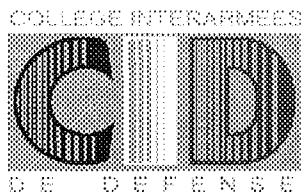


1998-369



MEMOIRE DE GEOSTRATEGIE

LA SECURITE REGIONALE DE L'AFRIQUE
AUSTRALE.

Colonel P Mulasikwanda.
Groupe A-6.
97/ 98

1998-369

La Sécurité Régionale De l'Afrique Australe.

Introduction.

En 1986 le Général Justin Metsing Lekhamya renverse la monarchie parlementaire du Lesotho. Cinq ans après ce coup d'Etat, les chefs d'Etat de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe et du Botswana donnent un ultimatum au général : rétablir le gouvernement légitime ou faire face à des représailles qui peuvent inclure des options militaires. En attendant, les armées de terre et de l'air sud africaines ont déployé des exercices militaires très démonstratifs à la proximité de la frontière avec le Lesotho. Peu après, le général cède à la volonté des trois chefs d'Etats.

Peut-être cède n'était pas grande chose. Après tout, le Lesotho est enclavé dans l'Afrique du Sud, il n'avait guère le choix.

Ce qui est important c'est que les trois pays ont fait cause commune, menaçant d'actions militaires. Ce geste n'a jamais été pratiqué auparavant dans une région déchirée par les guerres au Mozambique et en Angola.

Qu'est-ce qui a changé? Cette mission provisoire peut-elle influencer sur la formation d'une organisation militaire permanente, ayant pour objet de régler les problèmes indéniables? Quelle est la volonté politique? Quelles sont les armées des pays de la région?

Les pays qui constituent l'Afrique australe sont, le Botswana, l'Angola, la Namibie, le Zimbabwe, le Lesotho, le Malawi, l'île Maurice, le Mozambique, le Swaziland, l'Afrique du Sud, la Zambie et la Tanzanie.

Une Volonté Politique.

L'Afrique australe, même noire, enlisée économiquement n'est jamais parvenue depuis 30 ans à assurer définitivement la sécurité de ses habitants et à régler les conflits incessants qui continuent à la déchirer. Les électeurs américains ne trouvent plus aucune raison valable pour laisser leurs jeunes soldats venir mourir dans une place sans valeur ni intérêt pour les Etats-Unis. Les européens nous encouragent de plus en plus pour que des opérations de maintien de la paix en Afrique, soit effectuées par des troupes africaines. Actuellement, la majorité des forces de maintien de la paix de l'ONU en Angola, en Namibie sont africaines. Ce nouveau modèle de sécurité collective conduit à mettre l'accent sur le chapitre VIII de la Charte de l'ONU pour réactiver la sécurité régionale.

Seuls les africains ont la solution à leurs problèmes. On ne peut pas indéfiniment accuser la colonisation ou le néo-colonialisme de tous les maux comme d'être responsable de tous les conflits. C'est pour cela que les découpages actuels des Etats imposent à l'avenir des regroupements non seulement économiques mais envisageant de nouveaux modèles de

sécurité. Pour l'Afrique australe il existe déjà une organisation économique, la SOUTHERN AFRICAN DEVELOPMENT COMMUNITY (SADC). Parmi les nombreux comités qui font partie de cette organisation, il y a le comité militaire, l'Inter-State Defence and Security Committee. Le superviseur politique de ce comité est l'Organisation on Politics, Defence and Security.

Ses objectifs comprennent la diplomatie préventive, la médiation, le développement de politiques étrangères communes, des protocoles de paix et de sécurité, la promotion des institutions démocratiques et des droits de l'homme, la promotion des rétablissements et du maintien de la paix, la coopération entre les services de sécurité et de police, la conclusion d'accords de défense mutuels et l'encouragement à la participation aux opérations de maintien de la paix régionale dans un cadre multinational. Il faut ajouter le recours éventuel au règlement par la force des conflits régionaux.

Les Scénarios Probables.

Il faut rappeler qu'au Mozambique et en Angola les deux grands étaient aux côtés des opposants nationalistes. Par la suite ils ont retiré leur soutien et des élections multipartites ont été organisées. Aujourd'hui le fonctionnement des institutions démocratiques se met en place dans plusieurs pays de la région. En dépit du développement des relations entre Etats et de l'interdépendance économique, les pays n'éliminent pas totalement les risques de tensions liés à des problèmes frontaliers, au statut de certaines minorités ou à des rivalités inter-ethniques. Encouragées par la faiblesse de certains Etats, aggravées par des insuffisances économiques, ces tensions peuvent engendrer des crises graves.

- Scénario 1 ; Les frontières. Souvent artificielles et héritées du colonisateur, elles peuvent constituer une source de conflits. Il existe plusieurs litiges:

Un conflit entre la Namibie et le Botswana sur l'île inhabitée de Kasiliki. Récemment le Botswana a augmenté ses moyens militaires, même si les avions et les chars déployés sont vétustes.

Un désaccord existe sur l'emplacement du point de jonction frontalier entre la Namibie, le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe. Un autre point de jonction frontalier sur le lac Tanganyika existe entre la Zambie, la Tanzanie et le Congo (ex-Zaire). Il y a aussi un litige entre le Malawi et la Tanzanie au sujet de la frontière sur le lac Malawi.

- Scénario 2 ; Les rivalités ethniques. Le Rwanda et le Burundi sont malheureusement des illustrations très évidentes de cette cause de conflits. Mais, à l'inverse de ces deux pays dans lesquels on trouve deux ethnies dominantes, les populations des pays d'Afrique

australe, sauf dans un ou deux cas, se composent de plusieurs ethnies.

Il faut ajouter que de tels problèmes existent au Zimbabwe, où après une lutte d'indépendance dure et longue, la majorité Shona après leur accession au pouvoir ont massacré leur minorité compatriote les Ndébéles.

En Zambie, il y a le problème de la Province de l'Ouest, ancien protectorat britannique, laissé par les britanniques et malgré par le nouveau gouvernement désigné après l'indépendance de 1964. Pendant les 28 années qui ont suivi, le problème était demeuré masqué en raison de la fermeté du parti unique. Après les élections multipartites de 1991 et la réaffirmation du respect des droits de l'homme, le problème est réapparu. Les Lozis, qui peuplent la province réclament l'application de l'accord de 1964 visant à leur reconnaître des droits de représentation politique en échange de l'annexion.

Au Botswana, la population de 1,5 million d'habitants est divisée en huit grands clans aux rivalités significatives. Les Bamangwato constituent le clan le plus important, avec environ le quart de la population. Ils dominent la vie politique et sont les élites du pays. Mais en Afrique du sud, précisément dans l'ex-bantoustan du Bophuthatswana, vit une partie du clan Bangwaketse qui est parmi les huit grands clans du Botswana. Il s'oppose au pouvoir en place au Botswana.

En Angola, où il y a un état de ni paix ni guerre, les majorités noires se plaignent de l'excessive prééminence du groupe métis. Déjà en 1977, il y avait eu une tentative de coup d'état à cause de la présence importante de métis occupant de hautes responsabilités gouvernementales et militaires.

La Tanzanie a le problème de sa confédération avec l'île de Zanzibar qui veut davantage d'autonomie.

- Scénario 3 ; Les clivages religieux ou idéologiques. Une éventuelle subversion islamique ne constitue pas une menace. L'effervescence fondamentaliste n'occupe qu'une place marginale voire nulle dans les dossiers politiques de la région. L'islam est aussi remarquablement absent des Conférences nationales et des mouvements de démocratisations.

Sauf en Angola où la guerre civile a débuté idéologiquement et, où elle continue encore, la fin de la guerre froide a mis au terme à ce conflit d'Afrique australe.

- Scénario 4; Sous-développement économique. Ce type de conflit sera le plus répandu. La démocratisation, après un règne étatique,

vient avec la réforme et la restauration économique. Le facteur politique devrait d'abord être pris en considération. L'ajustement n'est applicable que lorsqu'il est accepté à la fois par les gouvernants et les gouvernés. Les décisions politiques doivent être prises avec précautions, car les mesures prises peuvent engendrer des périodes d'instabilité dues à leur rigueur.

Dans certains pays, les partis politiques délimitent également les lignes ethniques ou tribales. Ainsi, le parti au pouvoir est tenté de favoriser un groupe, tribal ou ethnique et délaisse les autres. De telles inégalités entraînent des frustrations et par la suite la violence.

Scénario 5 ; Les armées. Pendant l'ère de la lutte pour l'indépendance, la plupart des mouvements nationalistes étaient armés par les pays soviétiques. Pendant la guerre froide, les pays occidentaux armaient les pays qui luttaient contre des factions armées par les pays soviétiques.

L'Afrique du Sud, à cette époque voulait créer un cordon sanitaire, entre son pays et ceux d'influence soviétique. Une région qui serait soutenue ses mouvements nationalistes. Plusieurs fois les forces sud africaines et celles de la Rhodésie sont intervenus militairement dans ces pays et ont infligé plusieurs milliers des morts civils et des dégâts énormes. Pour faire face à ces agressions, les pays victimes obtenaient dans les pays de l'est les armes sophistiquées et la présence des conseillers militaires dont ils avaient besoin. L'acquisition de ces moyens a été suivie par un recrutement massif. Après ces guerres, il y en une démobilisation générale, qui s'est déroulée étonnamment bien. Même l'intégration après l'indépendance des anciens combattants nationalistes et des forces armées s'est bien passé.

A l'inverse de l'Afrique de l'ouest, l'Afrique australe a probablement échappé à la cruelle réalité des coups d'état. Mais il est recommandé d'être vigilant et de protéger le contrôle démocratique de l'état en garantissant des relations civilo-militaires convenables. Les Etats doivent expérimenter leurs pratiques de la démocratie et assure un contrôle des armées, des forces paramilitaire, de la police et de tous les services secrets.

La Réduction Du Format Des Armées.

L'Afrique du Sud, la plus importante puissance régionale, a commencé à réduire son budget de la défense de 51% depuis 1989, et elle diminuera ses forces armées de 121 000 à 75 000 hommes d'ici à 2001. Le Zimbabwe est aussi en train de réduire ses effectifs de 51 000 à 40 000 hommes. Les nouvelles forces armées du Mozambique sont seulement de

12 000 hommes, moins de la moitié de 30 000 hommes prévus comme condition après la fin de la guerre civile. Selon le Protocole de Lusaka, l'Angola réduira son armée à 70 000 hommes.

A l'exception du Botswana, les autres pays disposent d'une armée de 20 000 hommes et la diminution est peu significative. Le Botswana est le seul membre de la SADC à disposer d'une tendance contraire. Récemment il a acquis 13 avions CF-5 au Canada, 54 chars Léopard MBT, 50 lance-roquettes Carl Gustave au Pays-Bas. Selon les analystes ces acquisitions, peuvent déstabiliser la région.

Les Puissances Régionales.

L'Angola.

Malheureusement depuis 1975, année de l'indépendance, l'Angola ne connaît que la guerre. Les forces armées angolaises sont assez équipées, mais la Marine semble moins évoluée. De temps en temps, la marine sud-africaine surveille la zone économique exclusive angolaise, parce qu'elle n'a pas les moyens de le faire. L'armée de l'air ne parvient pas non plus à détecter les vols qui fournissent des armes à l'UNITA. Le pays possède réelement le potentiel pour devenir une des puissances régionales. Les forces armées angolaises connaissent bien les mérites et les dangers des alliances. L'impasse en Angola montre les limites de l'intervention extérieure.

L'Afrique du Sud.

Au regard de la taille de son industrie de défense et de ses forces armées, l'Afrique du Sud est de loin la puissance dominante de la région. Cependant le gouvernement est actuellement occupé à résoudre des problèmes de sécurité intérieure, plutôt que de contribuer à la résolution des problèmes de l'Afrique. Les forces armées ont aussi des problèmes pour conserver les officiers et sous-officiers qui mettent en oeuvre des systèmes d'armes sophistiqués. En 1996 son armée de l'air a du garder au sol 100 avions à cause du manque de pilotes, alors que 116 pilotes avaient démissionné au cours de l'année 1995. Malgré tous ces problèmes, les Etats-Unis et les autres pays croient l'Afrique du Sud capable de prendre la direction des affaires militaires, dans la région. Pour cela les Etats-Unis ont récemment donné 5 C-130 hercules à l'armée de l'air sud-africaine. Les forces armées sud-africaines sont très expérimentées après avoir pris part à plusieurs conflits.

Le Zimbabwe.

Fondée sur l'efficacité et l'audace de l'armée Rhodésienne du Général Peter Walls, l'armée Zimbabwéenne a protégé efficacement le chemin de fer entre le Mozambique et le Zimbabwe pendant la guerre civile au Mozambique. Dix-huit ans après d'indépendance, il semble que l'intégration

des anciennes guérillas dans l'armée régulière s'est passé sans grands problèmes malgré des difficultés avec les vétérans de la guerre. Avec une armée de plus que 40 000 hommes après réduction de format et sa position centrale, l'armée Zimbabwéenne peut jouer un rôle pivot en cas de crise. Grâce aux sanctions des années soixante-dix, le Zimbabwe possède une petite industrie d'armement. Cette armée a fait partie de UNAVEM III, de maintien de la paix en Angola.

La Tanzanie.

L'armée Tanzanienne s'est fait connaître pour avoir vaincu l'armée Ougandaise du président Idi Amini Dada, pendant les années soixante-dix. Après le départ du pouvoir de Julius Nyerere, le pays s'est privé d'une grande figure politique, et ne peut plus prétendre être un pôle majeur de l'Afrique. Pendant la lutte contre l'apartheid, la Tanzanie était le leader moral du groupe de la "ligne de front". Ses armées comptent environ trente-sept mille hommes. La configuration de la Tanzanie peut lui permettre de jouer un rôle intéressant en cas d'une crise.

Les Facteurs Indispensables.

L'interopérabilité des moyens répond au besoin de faire opérer en synergie les forces des différentes nations dans un cadre national ou multinational. Elle s'acquiert non seulement par l'existence de systèmes permettant de communiquer ou de travailler ensemble, mais aussi par la mise en oeuvre de doctrines et de procédures compatibles entre elles, sinon communes. Elle se renforce en proportion du développement des opérations et des exercices interarmées et interalliés conduits en commun. Au niveau national, l'efficacité et la cohérence des opérations militaires sont liées à l'existence d'une doctrine interarmée. C'est à partir de celle-ci que s'élabore la doctrine propre à chaque armée.

Evidemment, les armées de la région possèdent des armes très diverses qui proviennent du monde entier, mais les principaux appareils sont soviétiques ou occidentaux. Pour garantir l'aptitude des moyens nationaux à opérer au sein de dispositifs alliés, les armées doivent développer, tester, approuver et adapter des doctrines compatibles à chaque armée.

Pour remplir leurs missions, les armées doivent pouvoir constituer, à partir de leur organisation du temps de paix, des forces interalliées adaptées aux opérations envisagées. La constitution de telles forces exige, de la part de tous un travail de planification opérationnelle et l'application de méthodes et de procédures confirmées. Le succès de chaque intervention dépend non seulement de la légitimité et du maintien de la cohésion entre les partenaires de la coalition, mais aussi d'un usage de la force armée proportionné à la menace.

Conclusion.

D'ici un an, Monsieur Thabo Mbeki, l'actuel vice-président de l'Afrique du Sud, accédera à la présidence de la République. Il remplacera le grand personnage qu'est Nelson Mandela. Il devra, au vite rassurer ses homologues dans la région en réaffirmant que, la supériorité militaire de l'Afrique du Sud par rapport avec ses voisins est toujours bien intentionné. Il existe dans plusieurs pays, la perception que la nouvelle South African National Defence Forces est encore dominée par les élites militaires d'apartheid, et aussi que l'Afrique du Sud voudrait exercer une hégémonie sur la région. De plus, l'Afrique australe doit composer avec le nouvel environnement régional, les opportunités et les défis du monde après la guerre froide et après l'apartheid. Comme jamais dans le passé, il existe actuellement une volonté politique forte de mettre à profit ces changements pour réduire les tensions, pour que s'engage une coopération et qu'apparaisse une volonté de développement. Il est primordial qu'avant d'intervenir dans un conflit extérieur son propre pays soit en ordre.

Comme déjà mentionné, les pays doivent disposer l'anticipation stratégique qui permette de déceler, d'évaluer et, si nécessaire, de traiter au plus tôt, et donc au plus bas niveau de crise, toute situation de nature à présenter un risque ou une menace. Elle repose avant tout sur une capacité d'analyse qui combine dans chaque pays une chaîne autonome et régionale d'acquisition et de diffusion du renseignement. Tout engagement militaire doit respecter le principe d'adéquation entre les buts politiques, fixés dans un cadre régional, et les objectifs militaires assignés. Cette situation est déterminée en cohérence avec les actions diplomatiques, économiques et médiatiques menées simultanément. Les moyens militaires engagés dans une intervention seront mesurés de manière à emporter la décision tout en évitant l'escalade de la violence entre les belligérants.

Le soutien de la force suppose la mise en place de stocks et de moyens spécifiques pour s'installer et agir dans la durée. La disponibilité de ces moyens doit être identique à celle des unités projetées et soutenues.

Il est vrai que la plupart des armées de la région ont besoin de moderniser voire de remplacer leurs équipements par des matériels de haute technologie. Mais avec des économies ruinées et les exigences du F.M.I, il faudra du temps pour y parvenir

Comme ailleurs, les pays les plus forts militairement et économiquement contribuent le plus, et occupent ainsi les postes les plus importants. Seuls les plus qualifiés rempliront de telles fonctions.